

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Conseillers en exercice : 0
Reçu en Préfecture le :

Date de mise en ligne : 10/06/2023

certifié exact,

**Séance du mardi 6 juin 2023
Qe-2023/29**

Aujourd'hui 6 juin 2023, à 14h08,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni à Bordeaux, sous la présidence de

Monsieur Pierre HURMIC - Maire

Suspension de séance de 16H34 à 16H41

Présidence de Madame Claudine BICHET de 17H26 à 18H41

Etaient Présents :

Monsieur Pierre HURMIC présent sauf de 18h36 à 18h41, Monsieur Baptiste MAURIN présent jusqu'à 16h05, Madame Nathalie DELATTRE présente jusqu'à 17H20, Monsieur Amine SMIHI présent jusqu'à 17H50, Monsieur Laurent GUILLEMIN présent jusqu'à 18h00, Monsieur Marik FETOUH présent jusqu'à 18H43

Excusés :

Question écrite présentée par Madame Myriam Eckert sur le financement et l'éthique des Jeux Olympiques ?

Madame Myriam ECKERT, Conseillère municipale, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

A nombreuses reprises, le conseil municipal a été amené à voter des subventions de plusieurs milliers d'euros en soutien aux Jeux Olympiques de Paris 2024.

Notre collectif s'est toujours opposé à ces subventions car il est évident, pour Bordeaux En Lutttes, que ces jeux sont un désastre écologique, humain et financier, signes d'une société malade aux priorités absurdes.

De nombreux articles ont depuis étayé les contestations de notre collectif : l'emploi de travailleurs sans papier est désormais avéré, de même que la catastrophe écologique, la non-adaptabilité des jeux aux personnes handicapées et le prix exorbitant des tickets d'entrée.

La mise en place de caméras biométriques dans le cadre des J.O est aujourd'hui considérée par la CNIL et par la Quadrature du Net comme une atteinte à nos libertés fondamentales qui depuis plusieurs décennies ne cessent de s'amenuiser au fil d'évènements-prétextes comme les attentats ou ces jeux.

Des articles nous alertent désormais sur la politique d'exclusion menée dans l'optique de nettoyer Paris et les alentours des S.D.F en les déplaçant hors de vue des touristes.

Depuis le mois de mars, les préfets sont sollicités par le gouvernement pour créer des « sas d'accueil temporaires régionaux » afin de « désengorger les centres d'hébergements » d'Île-de-France.

Ainsi, un hôtel qui hébergeait des familles à la rue à Rennes a du être évacué par la police pour faire place à des sans abris venus de Paris avant les Jeux Olympiques.

Toujours en Île-de-France, plus de 3.000 logements étudiants vont être réquisitionnés et leurs occupant.es relogé.es on ne sait où pour le même prétexte.

Les Bordelais ont aussi appris par voie de presse que le passage de la flamme allait leur coûter 700 000 euros tandis qu'ils devront déboursier entre 730 000 et 1,22 millions pour l'arrivée du tour de France.

Enfin, toujours solidaire du collectif Saccages 2024 et des habitant.es de Seine-Saint-Denis, Bordeaux En Lutttes dénonce avec eux l'absence totale de démocratie au sein du processus d'aménagement des JO de Paris ainsi que des projets urbains métropolitains interconnectés.

Une fois de plus, comme cela c'est vu à Bordeaux, des évènements et autres label sont les prétextes inavoués d'une gentrification cachée qui chasse des villes les plus précaires.

Enfin, gabegie et corruption étant les deux mamelles de tout évènement sportif de cette ampleur, l'histoire de JO est parsemée de scandales financiers.

Monsieur Hurmic, vous vous êtes érigé comme le parangon de l'éthique sportive en vous opposant - de manière fort consensuelle - à la coupe de monde de football au Qatar.

Aujourd'hui, vous jetez notre argent par la fenêtre pour soutenir des projets aussi peu honnêtes, dévastateurs pour les humains comme pour la Nature.

Puisque lors de la présentation du budget, vous en avez justifié l'augmentation par l'impossibilité de récolter plus d'impôt, cet argent aurait été bien utile, par exemple et entre autres, pour les sans abris Bordelais que même la venue du Tour de France ou d'une flamme olympique ne saurait cacher, à moins que, pour l'occasion, vous ne procédiez vous aussi à des déplacements massifs, hors de portée des flashes sous lesquels vous comptez briller.

Bordeaux En Lutte se demande donc comment, droit dans vos bottes, réussissez-vous un tel écart moral et éthique ?

Pourquoi votre priorité ne va-t-elle pas dans la protection des plus faibles ?

Fait et Délibéré à Bordeaux, le 6 juin 2023

P/EXPEDITION CONFORME,

Madame Myriam ECKERT